

LOME, Togo, 1^{er} avril (Infosplusgabon) - La Banque africaine de développement (BAD) et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) ont signé le 1er mars, un protocole d'accord définissant un cadre de partenariat stratégique pour le co-financement de la préparation des projets d'infrastructure régionale en partenariat public-privé (PPP) en Afrique, impliquant au moins un État membre de l'UEMOA.

Les deux institutions étaient représentées respectivement par Serge Ekue, président de la BOAD, et Solomon Quaynor, vice-président chargé du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation à la Banque africaine de développement.

Dans le cadre de ce partenariat stratégique, la Banque africaine de développement s'appuiera sur son Fonds spécial du Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructures du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD-IPPF). Pour sa part, la BOAD s'appuiera sur son Unité régionale de développement des projets en partenariat public-privé (URDPPP).

Les deux institutions entendent ainsi coopérer afin d'accroître la disponibilité des projets d'infrastructures régionales viables dans les transports, l'énergie, l'eau et les technologies de l'information et de la communication.

Le protocole d'accord, conclu pour une période de cinq ans, porte sur l'identification, la sélection et la priorisation des projets d'infrastructure régionale envisageables en PPP, la réalisation des études de faisabilité ainsi que la structuration et l'appui à la transaction. À cet effet, les deux institutions établiront conjointement une liste de projets pouvant bénéficier d'un co-financement pour la préparation et s'accorderont sur les composantes du projet à financer, l'encadrement et la supervision des études ainsi que les modalités de décaissement. Pour la réalisation effective des projets, programmes et activités en lien avec leur domaine de coopération, les deux parties coopéreront à travers un éventail de mécanismes.

Au terme du partenariat, plusieurs résultats sont attendus. Il s'agit de l'élaboration d'une liste des projets régionaux susceptibles de faire l'objet d'un développement conjoint sous le modèle PPP ; le co-financement chaque année, des activités de préparation d'au moins deux projets d'infrastructures PPP, tirés de la liste des projets régionaux sélectionnés ; le renforcement des capacités d'au moins deux promoteurs de projets ou d'agences d'exécution sélectionnées et la création et la gestion conjointe d'une base de données sur le financement des projets d'infrastructures PPP en Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, la BOAD et la Banque africaine de développement s'accordent sur le fait de travailler en synergie pour atteindre les objectifs du protocole d'accord.

Ce partenariat aidera les deux institutions et les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à constituer rapidement un solide pipeline de projets préparés, bancables et de qualité, d'infrastructure régionale, dans le cadre de la relance des investissements dans les infrastructures post-Covid-19 dans la région. Par conséquent, il contribuera à accélérer la mobilisation des investissements dans les infrastructures indispensables pour combler le déficit de financement qui s'amplifiera à la suite des impacts négatifs de la pandémie.

Pour rappel, les relations entre la Banque ouest-africaine de développement et la Banque africaine de développement sont régies par un accord de coopération signé à Abidjan le 21 février 1978, la Banque africaine de développement étant par ailleurs actionnaire et membre du Conseil d'administration de la BOAD.

La Banque ouest-africaine de développement est l'institution de financement du développement des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Créée en 1973, son actionnariat regroupe, à date, les huit États membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), leur banque centrale (la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest-BCEAO), et plusieurs institutions internationales et États non-régionaux, notamment, la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement (BEI), la KfW, la France, la Belgique, la Chine, l'Inde, et le Maroc, etc. (Source APO Group).

FIN/ INFOSPLUSGABON/SFD/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon